

Le pari de la confiance entre l'État et les Régions pour la relance et la reconstruction de notre pays « Nous sommes prêts ! »

Cosignataires :

Renaud Muselier, Président de Régions de France et Président de la région SUD
Rodolphe Alexandre, Président de la collectivité territoriale de Guyane
Xavier Bertrand, Président de la région Hauts-de-France
François Bonneau, Président de la région Centre-Val de Loire
Ary Chalus, Président de la région Guadeloupe
Loïg Chesnais-Girard, Président de la région Bretagne
Carole Delga, Présidente de la région Occitanie
Marie-Guite Dufay, Présidente de la région Bourgogne-Franche-Comté
Daniel Gibbs, Président de la collectivité de Saint-Martin
Soibahadine Ibrahim Ramadani, Président du département de Mayotte
Stéphane Lenormand, Président du conseil territorial de Saint-Pierre-et-Miquelon
Alfred Marie-Jeanne, Président de la collectivité territoriale de Martinique
Christelle Morançais, Présidente de la région des Pays de la Loire
Hervé Morin, Président de la région Normandie
Valérie Pécresse, Présidente de la région Île-de-France
Alain Rousset, Président de la région Nouvelle-Aquitaine
Jean Rottner, Président de la région Grand Est
Laurent Wauquiez, Président de la région d'Auvergne-Rhône-Alpes

Au plus fort de la crise sanitaire, nos Régions ont été partout en action pour mettre en œuvre des solutions au bénéfice de nos concitoyens. Elles ont tenu leur rôle d'une façon qui a été unanimement saluée.

Lorsque la France manquait de masques, les Régions ont su multiplier les sources d'approvisionnement pour en fournir plus de 120 millions aux personnels soignants, aux EHPAD, puis aux entreprises. Elles ont ainsi démontré la force de leur agilité face à un État empêtré dans son centralisme et sa bureaucratie. Et elles l'ont fait dans bien d'autres domaines.

En charge de l'éducation, les Régions ont décuplé la capacité de leurs espaces numériques de travail, assurant la continuité pédagogique au lycée. Autorités organisatrices de la mobilité, elles ont établi les plans de transport pour permettre à tous ceux qui le doivent de poursuivre ou reprendre leur activité dans le respect des règles sanitaires.

Et surtout, en matière d'action économique, les Régions ont répondu présent ! Elles ont engagé en deux mois plus de 1,7 milliard d'euros de dépenses exceptionnelles. Et ceci, alors que leurs recettes s'effondraient dans la même proportion. Elles ont soutenu le réseau des TPE et des PME qui sont la force économique de nos territoires. Elles ont apporté des soutiens massifs à la trésorerie des entreprises. Elles ont mis en place des plateformes de distribution, favorisant la mise en relation directe des producteurs et des consommateurs. Elles ont imaginé des fonds régionaux d'aide économique qui sont venus

compléter le fonds de solidarité mis en place par l'État pour lequel elles ont mobilisé 500 millions d'euros.

Les Régions ont montré leur capacité à fédérer l'ensemble des acteurs économiques, incluant les secteurs du tourisme, de la culture ou de l'économie sociale et solidaire. Elles ont initié des partenariats nouveaux avec les EPCI et aussi avec les départements, qui n'auraient jamais pu découler d'une initiative nationale. Elles ont pris la main sur le terrain et ce dialogue permanent permet au président de Régions de France de porter, chaque lundi, la voix des territoires de nos 18 Régions dans la task force économique nationale pilotée par Bruno Le Maire.

La crise sanitaire a ainsi apporté la démonstration de ce que l'agilité des collectivités territoriales peut produire. Si les français restent attachés à un État fort sur ses missions régaliennes, ils appellent de leurs vœux le renforcement des logiques de proximité. Dans la crise, ils ont pu compter sur l'engagement sans faille de leurs élus locaux, la connaissance intime que ceux-ci avaient des réalités de terrain, leur capacité de réaction, bien loin de la lourdeur et de l'uniformité de l'action de l'État central.

Prenant acte de ces résultats, nous, Présidentes et Présidents des Régions et Collectivités de métropole et d'outre-mer, appelons le Président de la République à faire le pari des territoires, le pari de l'agilité, le pari de la confiance.

Nous l'appelons à le faire d'une part en engageant un plan de relance et de reconstruction co-construit avec les Régions et d'autre part en fixant une grande ambition décentralisatrice à notre pays.

Nous sommes prêts à nous engager dans des investissements massifs pour la relance. Nous sommes prêts à écrire avec l'État d'ici à l'été un accord politique pour cela. Nous sommes prêts à le mettre en œuvre au travers de la nouvelle génération des contrats de plan et à mobiliser massivement les fonds européens dont nous avons la responsabilité et qui se renégocient en ce moment, dans le cadre de l'accord européen initié par la France et l'Allemagne. Pour aller vite, nous sommes prêts à engager avec l'État sous trois mois les opérations déjà finalisées dans chacune de nos Régions. Et nous sommes prêts à participer au Ségur de la santé qui ne peut pas réussir sans les territoires, ces deux mois de crise nous l'ont prouvé !

Mais pour y parvenir il faut des moyens. Si rien n'est fait, nos Régions seront réduites à l'inaction du fait de l'effondrement de leurs ressources. Elles n'ont pas la capacité financière d'absorber ce choc. Leurs investissements pourraient chuter de 21 milliards d'ici à 2026. Elles ont besoin d'un mécanisme d'amortissement que seul l'État est en mesure de leur apporter. C'est la première marque de confiance que nous attendons. C'est ce que nous appelons le « pacte de Cahors inversé ».

Mais nous sommes prêts aussi pour une régionalisation active. C'est la seconde marque de confiance que nous attendons. Nous sommes prêts à hisser notre pays au niveau des autres grands États décentralisés en Europe. Nous sommes prêts à installer définitivement nos Régions comme acteur territorial de référence pour la politique économique, fortes de la connaissance qu'elles ont des écosystèmes, et de la confiance qui s'est établie avec eux. Nous sommes prêts à ce que nos Régions pilotent le service public de l'emploi pour lutter efficacement contre la hausse du chômage. Nous sommes prêts à reprendre le pilotage de la politique de l'apprentissage afin de sauver nos CFA et l'avenir de nos jeunes. Nous sommes prêts à faire des Régions les chefs de file des

politiques de transition écologique et à renforcer encore leurs compétences en matière de mobilités. Nous sommes prêts à une montée en puissance des régions dans l'organisation de notre système de santé publique, à l'image des autres pays européens, en lien avec le corps médical, les acteurs de la recherche, et les autres niveaux de collectivité qui luttent contre les déserts médicaux...

Oui, nous sommes prêts ! Nous sommes prêts à rétablir cette confiance qui nous a tant manquée et marquer les relations de l'État et des Régions du sceau de la modernité. Nous sommes prêts à le faire tout de suite car les circonstances en ont montré la nécessité absolue et que le moment est historique. Nous sommes prêts car les choix d'aujourd'hui structureront notre pays pour de nombreuses années.